

LES ASSISES de
la **LITTÉRATURE JEUNESSE**

Joanna Nowicki
Professeure à CY Cergy Paris Université
Directrice du Master Ingénierie éditoriale
et communication



NOUVEAUX ENJEUX, NOUVELLES RÉPONSES

Introduction sur la *cancel culture*

Joanna Nowicki

Professeure en sciences de l'information et de la communication à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye

LE SUJET EST BRÛLANT



La difficile acclimatation du concept de *cancel culture* en France

Bien qu'il s'agisse de deux notions importantes dans le débat actuel, ni *cancel culture* ni *woke* n'ont été traduits en français : peut-être parce que ces concepts s'avèrent difficilement adaptables à la culture française ? De fait, ils entrent en conflit avec deux de nos grandes valeurs intellectuelles.

La première est la vision universaliste de l'humanité et de la culture. Les anthropologues distinguent deux sortes de sociétés : celles qui se fondent sur la ressemblance, et celles qui reposent au contraire sur la différence. En l'occurrence, la France appartient à la première catégorie, tandis que le modèle de *cancel culture* vient d'un univers profondément différencialiste, insistant sur les identités particulières.

La deuxième valeur en question est la rationalité, par opposition à la prédominance des émotions. Dans certains pays, provoquer un sentiment de malaise chez autrui est considéré comme impoli – il s'agit donc d'éviter à tout prix la confrontation de visions trop contradictoires. Tel est précisément le principe fondateur de la *cancel culture*. En France, en revanche, le débat intellectuel valorise l'affrontement d'idées opposées.

Le « wokisme » : éléments de définition... et de controverses

Woke vient du verbe *to wake*, réveiller. Il est utilisé aux États-Unis depuis les années 2010 pour désigner le nécessaire état d'éveil face à l'injustice. Très vite, il a été associé au militantisme antiraciste, féministe et LGBT. Il s'est ensuite répandu dans le monde via les réseaux sociaux et les cercles militants,

« Il nous revient le soin d'enseigner la subversion créatrice plutôt que la censure. »

avant de s'étendre à d'autres causes, notamment la lutte contre le harcèlement sexuel.

D'aucuns considèrent que le « wokisme » ne serait pas propre aux États-Unis, mais trouverait son origine en France et plus particulièrement dans le concept de déconstruction prôné par le courant de la *French Theory*, lequel serait enraciné dans une culture de subversion de l'ordre établi et des conventions intellectuelles. Ainsi, en offrant des concepts pour penser les dynamiques actuellement à l'œuvre face au racisme et à l'exclusion de certaines minorités, le « wokisme » flatterait le goût français de la révolte et fournirait des armes dans plusieurs combats – contre les riches, contre les puissants, mais aussi contre le passé, dans une logique de *tabula rasa*.

D'autres, en revanche, n'y voient qu'un prêt-à-servir exotique et contemporain, radical et confortable, révolutionnaire et mondain, parfois même un peu simpliste.

La radicalisation du débat jusqu'à une forme de censure contemporaine

En tout état de cause, « wokisme » et *cancel culture* sont intimement liés – et nourrissent de nombreuses critiques.

D'abord, tout comme il y aurait un *green washing*, il existerait un *woke washing* qui ne serait rien d'autre qu'un engagement de façade. Ensuite, ces causes seraient instrumentalisées à des fins commerciales. On dénonce aussi un phénomène de dérive, lié au caractère bien-pensant de ces mouvements. Le plus grand danger du *wokeness* poussé à l'extrême est qu'il rendrait plus difficile la dextérité nécessaire à toute vie en société, c'est-à-dire la faculté à appréhender deux vérités simultanément. Enfin, dans la lignée de Barack Obama, une partie du monde anglo-saxon regrette que critiquer et juger autrui, notamment sur les réseaux sociaux, semble suffisant à certains pour changer les choses.

Si le « wokisme » et la *cancel culture* ont d'abord été pratiqués dans les universités, puis dans la presse et dans l'édition, le monde intellectuel s'inquiète désormais d'une radicalisation du débat jusqu'à l'ostracisme et au rejet des idées jugées non conformes : on préfère empêcher l'expression plutôt que de risquer une trop grande divergence de points de vue. Autrement dit, on n'autorise qu'un consensus obligatoire en listant les sujets considérés comme justes et accep-

tables. Or si le consensus vrai, obtenu par la confrontation des idées, est une valeur forte, le consensus obligatoire est l'inverse même de la communication.

L'état des réflexions en France

L'économiste et anthropologue Philippe d'Iribarne avance la thèse selon laquelle nous avons tant idéalisé l'égalité et l'égalité de toutes les cultures et de tous les peuples, que la moindre inégalité apparaît scandaleuse. Aujourd'hui, tout se vaut : nous avons vanté cette promesse d'égalité absolue tellement loin que nous avons provoqué cette réponse radicale que sont le « wokisme » et la *cancel culture*. Pour Philippe d'Iribarne, cette évolution s'explique parfaitement sur le plan moral, puisque des peuples ont souffert de la domination d'autres. Mais il ajoute que, sur le plan intellectuel, la discussion devrait être permise. Il dénonce aussi une certaine dérive de la recherche académique, qui ne favorise pas la discussion sur ces sujets.

Pour sa part, le journaliste et essayiste Brice Coureturier incrimine les *millennials* porteurs du « wokisme » et de la *cancel culture*. Il considère que la discussion est difficile, notamment dans les médias, car au lieu d'argumenter, la jeune génération est convaincue d'avoir raison *a priori* et se pose en guerrière de la justice, identifiant les causes justes et les causes moins justes. Cette génération préfère ne pas être confrontée aux idées éloignées des siennes plutôt que de devoir les combattre par des arguments.

En somme, tous deux prônent un retour aux idées des Lumières, qui font primer la raison sur l'émotion.

Quelles conséquences pour le livre ?

Ce sujet concerne directement toute la chaîne du livre, notamment la littérature jeunesse et les manuels scolaires.

Quelles thématiques traiter à l'école ? L'école doit-elle rester à l'écart des débats sociétaux ou refléter les « passions contemporaines » ? Les uns mettent en avant la liberté éditoriale. Mais d'autres s'y opposent fermement, donnant naissance à des mouvements inquiétants – par exemple au Canada, où l'autodafé d'ouvrages entrant en conflit les sentiments identitaires des minorités autochtones a été organisé.

Pour conclure, n'oublions pas que le livre est toujours subversif ! Il nous revient donc, à nous acteurs du livre – professeurs, éditeurs, bibliothécaires et libraires –, le soin d'enseigner la subversion créatrice plutôt que la censure. ●

LES ASSISES DE LA LITTÉRATURE JEUNESSE

PRÉSIDENTE Marion Jablonski

VICE-PRÉSIDENT Thierry Magnier

CHARGÉE DE MISSION Tiphaine Duchénoy

COMMUNICATION Véronique Stéphan et Camille Gauthier

LOGISTIQUE Nathanaël Desforges

SYNTHÈSES Florence Berthezène/Voyelles rédaction

PHOTOS Anaïs Pons Prades MAQUETTE Alain de Pommereau

ILLUSTRATIONS Serge Bloch

Les Assises ont été organisées par le groupe Jeunesse du SNE en partenariat avec la BnF/ Centre national de la littérature pour la jeunesse.

Les synthèses écrites ainsi que des photos et vidéos de la rencontre sont disponibles sur le site Internet du SNE. www.sne.fr rubrique agenda.



Le groupe Jeunesse du SNE, qui réunit plus de 60 éditeurs, s'est donné pour objectif de promouvoir collectivement la littérature Jeunesse. Il est en dialogue constant avec les ministères afin de développer la place du livre et de la littérature Jeunesse dans les cursus de formation des enseignants et dans les médias. Il rencontre également les institutions et les instances impliquées dans la vie du livre. Le groupe Jeunesse suit de près l'évolution des usages des jeunes lecteurs, notamment avec le développement du livre audio et des réseaux sociaux. Il est par ailleurs à l'initiative depuis

2017 des Assises de la littérature Jeunesse et du Prix Vendredi. Les éditeurs participent aux événements nationaux pour promouvoir la lecture et la littérature Jeunesse et soutiennent tout particulièrement Les Petits champions de la lecture.

Le Syndicat national de l'édition (SNE) est l'organe professionnel représentatif des éditeurs français. Avec plus de 720 adhérents, il défend la liberté de publier, le droit d'auteur, le prix unique du livre, la diversité culturelle et l'idée que l'action collective permet de construire l'avenir de l'édition. Il contribue à la promotion du livre et de la lecture. Il est présidé par Vincent Montagne et dirigé par Pierre Dutilleul.